

Notre politique

UNE POLITIQUE PROPRE C'EST POSSIBLE POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs n'ont pas le droit de faire de la politique. C'est quelque chose qui est interdit dans les entreprises, c'est-à-dire là où l'on est entre travailleurs. Un travailleur qui défend ouvertement ses idées politiques risque, selon la loi instaurée par les patrons, tout simplement la porte pour ce seul motif.

Si les patrons en ont décidé ainsi, c'est qu'ils savent le danger qu'il y aurait pour eux à laisser les travailleurs faire de la politique sur le lieu de travail.

La politique qui est autorisée aux travailleurs, c'est uniquement une fois qu'ils sont bien épuisés par une journée de travail et qu'ils ont bien accepté toutes les contraintes de l'exploitation, qu'ils y ont droit. Comme par hasard, le travailleur tombe alors sur cette politique toute cuite et prête à servir qu'est le journal télévisé de 20 heures.

La presse écrite est faite pour enlever le goût de la politique aux travailleurs. La bourgeoisie a réussi à fabriquer des journaux qui ont un réel succès parce qu'ils sont bien faits, sur des sujets sans grand danger comme le sport avec le journal "L'Equipe". Mais ils se sont arrangés pour supprimer les journaux plus généraux qui avaient pourtant une certaine audience. 130 quotidiens ont disparu en France depuis 1946, et

le tirage a diminué de moitié (8,4 millions au lieu de 15 millions d'exemplaires).

Sur la région parisienne, les travailleurs lisent un journal comme "le Parisien". Il est impossible à un lecteur normalement constitué de comprendre l'essentiel des problèmes politiques en lisant un tel journal. C'est comme si on demandait à quelqu'un qui ne le connaîtrait pas de décrire le tableau de la Joconde, en ne lui donnant que les pièces d'un puzzle mélangé, et encore, une pièce ou deux par jour. Leur soi-disant actualité est une façon de vendre peut-être au jour le jour, mais absolument pas une façon d'expliquer les choses.

Pour comprendre, il faut avoir une vision globale, générale. C'est exactement ce que ne font ni les journaux comme "Le Parisien", ni le journal télévisé.

C'est pourtant ce que sont capables de faire parfaitement les journaux qui s'adressent à d'autres milieux, les "décideurs", comme ils s'appellent eux-mêmes : hommes d'affaires, responsables politiques, et en général tous les intellectuels qui dans cette société bourgeoise sont mis à contribution pour élaborer des idées qui justifient la vie actuelle et le conformisme ambiant, ou qui canalisent les anti-conformismes dans des formes peu dangereuses.

Ces journaux, ils sont bien sûr accessibles à tous, puisque nous sommes en démocratie. Mais il y a le barrage du langage, qui n'a pas la simplicité du "Parisien", de "l'Equipe". Et il y a le barrage de l'argent.

Un quotidien, en France, coûte de 4 à 7 francs. Cela peut paraître accessible à tout le monde : ce n'est pas vrai, et les bourgeois le savent. Un sénateur a rédigé un rapport où il explique qu'à ce prix, cela fait une dépense de 1500 francs par an. "Or l'Etat estime que plus de 4 millions de foyers ne sont pas en mesure d'acquitter le montant de la redevance télé, qui est bien inférieure (500 francs par an)." ("Le Monde

diplomatique", mars 93, p 26.) Et un journal comme "Le Monde diplomatique" coûte 20 francs, "L'Expansion" coûte 25 francs.

A la télévision, de bonnes émissions existent. Mais il faut attendre 22 heures et plus pour les trouver. C'est le créneau horaire prévu pour les "décideurs". Mais à cette heure-là, le travailleur qui a déjà ses huit heures de travail sur le dos, suivi des problèmes familiaux, qui a déjà dû faire un effort pour s'y retrouver dans le journal télévisé, préfère se délasser en changeant de chaîne s'il a eu la patience d'attendre 22 ou 23 heures. Et puis, il doit mettre son réveil à 6 ou 5 heures, si ce n'est plus tôt, alors que les cadres ont au moins une ou deux heures de sommeil de plus en comptant qu'ils ne commencent pas à travailler avant 8 ou 9 heures.

Quand on a déjà une vision générale de la politique, on peut tirer profit du journal télévisé. Mais l'inverse est impossible. Aussi, le travailleur moyen qui, en France, regarde jour après jour ce journal n'avance guère dans sa compréhension du monde s'il n'a que cela à sa disposition.

Il y a un siècle de cela, à une époque où il n'y avait ni radio ni télévision, la classe ouvrière, consciente du problème, avait commencé à s'y attaquer en éditant sa propre presse. C'étaient des journaux populaires ou des brochures qu'on appelait brochures de propagande.

Le but de telles brochures était de populariser justement ces idées générales que les autres classes sociales se réservent. Quant aux journaux ouvriers, on y trouvait des informations d'actualité, mais surtout l'actualité du monde du travail, c'est-à-dire des soucis quotidiens, des mouvements, des échos des entreprises. Et là, ce n'était bien sûr pas gênant pour l'ouvrier d'avoir les pièces d'un puzzle qui pour lui était familier. Pour ce qui est du monde du travail, l'ouvrier a une vision générale.

Aujourd'hui, en dehors peut-être des journaux comme "L'Humanité-Dimanche" ou "la Vie Ouvrière", aucun journal ne s'intéresse à ce qui est pourtant l'activité quotidienne de millions de gens, le travail ; aucun ne tente de donner une idée générale des problèmes avec un langage accessible. De même, il y a des films à profusion sur les problèmes des intellectuels, des artistes, des écrivains, des médecins, des hommes d'affaires, mais quasiment rien sur ceux des travailleurs. C'est la façon qu'a cette société de décider que nous n'existons pas, que nos problèmes ne méritent aucun intérêt.

Les travailleurs sont des êtres humains, comme tous les autres. Et comme tout être humain, quand un besoin essentiel n'est pas satisfait, et celui de comprendre le monde dans lequel on vit n'est pas moins important que les autres, on commence à avoir des complexes, et on peut finir par se mépriser soi-même.

Les travailleurs que nous sommes doivent faire de la politique car, sinon l'idée même que nous avons des intérêts communs disparaît. Et alors, ces intérêts ne sont plus défendus par personne. Car personne ne le fera que nous-mêmes.

Quand dans certaines périodes de l'histoire, les travailleurs ont su faire de la politique, il s'est alors trouvé des gens parmi d'autres milieux plus aisés pour se proposer de les aider, de les représenter, de parler pour eux. Certains ont été réellement dévoués à la cause ouvrière. Il y a eu des Marx, des Lénine, des Trotsky, d'autres ; mais il y a eu autant de faux amis et même des traîtres dont l'histoire a préféré ne pas garder les noms. Aujourd'hui, il n'y a ni les uns, ni les autres.

La classe bourgeoise, elle, a les moyens de se payer des spécialistes en politique qu'elle charge de réfléchir, débattre, de proposer des idées et des solutions pour défendre ses intérêts. La classe ouvrière n'a personne et pourtant elle a plus que toute autre besoin de faire de la

politique. Mais tous ces handicaps, les travailleurs peuvent en faire des atouts.

Ils n'ont pas de spécialistes à leur disposition pour réfléchir à leurs intérêts, les formuler, les proposer à leurs compagnons ? Ils peuvent le faire eux-mêmes. Comme cela il n'auront pas la mauvaise surprise d'être trahis ou de voir leurs politiciens profiter de leur situation à titre personnel, ou chercher à faire carrière.

Ils peuvent le faire avec leurs mots, ceux du monde du travail. Ce sont ces mots-là qui seront aux yeux de leurs camarades l'indice que c'est bien de leur intérêt qu'on parle, qu'on ne fait pas de la politique comme d'autres font des affaires, que cette politique-là est vraiment leur affaire.

Les bourgeois utilisent l'argent pour écarter les travailleurs de la politique et pour mener leur politique de riches ; les travailleurs peuvent inventer ou plutôt réinventer, une politique des pauvres. Et la politique des pauvres, c'est d'être riche en idées. Des idées, la bourgeoisie n'en a plus. Il n'y a qu'à voir le ridicule de ces campagnes électorales à l'américaine qui deviennent des shows ou des reality-shows, qui hésitent entre le porno et la comédie musicale.

Sans aucun moyen mais avec de l'imagination, on peut faire une campagne électorale ou une campagne qui n'attende même pas après les élections, sur les problèmes cruciaux du monde du travail, ou pour dénoncer tel ou tel aspect du système en place, pour parler humainement là où le système rend tout inhumain.

Comment faire tout cela ? Eh bien, on peut trouver des photocopieuses un peu partout dans ce pays. On peut très souvent les utiliser ou trouver un camarade qui peut y accéder. On peut trouver du papier dans les bureaux. Même un matériel rudimentaire permet de confectionner un journal très simple. C'est à la portée de n'importe qui.

Il suffit d'une machine à écrire, et n'importe qui peut s'improviser dactylo.

Une simple feuille distribuée discrètement si elle sait toucher le cœur et la tête de nos camarades de travail, c'est un grand journal ouvrier, car il n'y a rien d'autre de comparable aujourd'hui. Si un tel journal a les moyens en hommes de paraître régulièrement, c'est tant mieux ; sinon, il peut y avoir des feuilles volantes plus simples.

Mais ce qui comptera plus que tout papier, surtout à une époque où bien des travailleurs sont inondés de papiers, c'est d'oser proclamer nos convictions socialistes, c'est en bref notre attitude personnelle qui est le meilleur atout. On peut donner l'envie à nos camarades de ne plus accepter pour argent comptant toutes les idées et tous les fonctionnements d'aujourd'hui ; on peut être tout petit et oser croire en un monde plus grand.

Pour échanger nos idées, il faut nous connaître, apprendre où sont nos intérêts ; il est indispensable de discuter, de débattre. Les bourgeois ont des salles capitonnées ; nos salles de conférence, cela peut-être un café, et cela peut-être bien plus chaleureux.

Nous n'avons pas les moyens de prendre une semaine pour partir en séminaires comme ils le font, mais nous pouvons trouver une demi-heure à la pause pour discuter, pour lire un texte que l'on a préparé et discuter ensuite. C'est même l'occasion d'organiser, si on veut, un casse-croûte commun pour se retrouver.

Il suffit d'être trois pour se réunir et discuter ainsi. Il suffit donc qu'un seul en trouve deux autres. Dans son entreprise, ou dans d'autres, ou là où l'on habite, ou n'importe où.

Alors, tout commence par des discussions personnelles, individuelles avec les autres travailleurs. Avec pour premier objectif de

reconnaître "les siens." Exactement comme les résistants ou les sympathisants de la Résistance parlaient à demi-mot et de façon ambiguë pour savoir à qui ils avaient affaire avant de se déclarer ouvertement. Car il est vrai que certains travailleurs sont totalement déboussolés et risquent, volontairement ou pas, de nous vendre. Il ne faut donc pas dire clairement ce qu'on veut faire, avant d'avoir acquis une confiance. Mais cela peut aller vite, avec un tout petit peu d'expérience.

Ensuite, il ne faudra jamais oublier que notre intérêt de travailleur suppose l'unité de toute la classe ouvrière. Et qu'il ne faut donc à aucun moment se mettre à faire en sorte que d'autres travailleurs qui pourraient nous rejoindre soient écartés, du fait de notre comportement, ou de notre langage.

L'expérience a prouvé dans le passé, mais aussi aujourd'hui, que tout cela est possible. Il suffit qu'un travailleur décide de faire de la politique de cette façon pour qu'il trouve du répondant. Il suffit qu'il se persuade que les travailleurs en sont capables pour qu'il en décide d'autres, à leur tour, de faire comme lui.

De l'école à l'usine, toute la vie des travailleurs se passe à nous inculquer que nous ne sommes bons qu'à travailler. Qu'il faut que nous nous en remettions à d'autres pour décider des grandes orientations. Les bourgeois ont tellement inculqué cette idée à des générations d'ouvriers qu'il leur est arrivé de finir par y croire eux-mêmes un peu trop.

On a bien des exemples de ce que les travailleurs peuvent faire. Il y a un siècle, en 1893, les dirigeants ouvriers décident de profiter des élections pour présenter leurs candidats. Plusieurs sont de tendance révolutionnaire, partisans de Jules Guesde, de Blanqui, de Allemane. Un contemporain décrit ainsi la vie politique à Paris : "Il y avait une multitude de petites entreprises et un artisanat très intelligent, très liseur,

dont l'élite pouvait frayer avec un bourgeois en rupture de ban tel que Pelloutier. ”

Pelloutier, gagné à la cause ouvrière, collabore à des journaux de multiples tendances, notamment libertaires. Il y a "L'Avenir Social", "L'Art Social", "L'Enclos", "La Revue Socialiste", "La Société Nouvelle", "Les Temps Nouveaux". La vie politique est telle que lors de la campagne électorale, on a totalisé à Paris 160 000 participants à différents "métingues", comme on disait alors, c'est-à-dire qu'un électeur sur deux s'est déplacé dans ces réunions où l'on discutait ardemment de comment changer le monde.

En 1871, à Paris, l'homme d'Etat Thiers, qui ne parvient pas à calmer la population armée en pleine guerre franco-allemande, décide de faire partir de la capitale toute la direction de l'Etat français. Il escompte que la populace va sombrer dans la pire des anarchies. Mais les artisans, les ouvriers de Paris font tout le contraire de tout détruire. Ils reconstruisent à la hâte tout ce que les bourgeois ont saboté ou délaissé en partant à Versailles, et mieux encore ils inventent un fonctionnement de la société propre, en trouvant des hommes qui ne s'appuient pas sur les lois de l'argent : c'est la Commune de Paris. Ils inventent des élections qui permettent d'élire des travailleurs parmi des travailleurs, et qui restent des travailleurs. Surtout, ils inventent une vie politique où discussions, réunions, journaux deviennent accessibles à tous très largement. Bref, ils inventent la politique du pauvre.

février – juin 1993